



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Perpignan, le 10 février 2023

Préfecture
Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE - SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Mél : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

ARRETE n°PREF/DCL/BCLUE/2023041-0001

AUTORISANT la société OMYA SAS à poursuivre l'exploitation de la carrière de calcaire dite de « Saki Coume Roujou » implantée sur la commune de Vingrau

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2872/94 du 04/11/1994 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires blancs par la société OMYA sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2873/94 du 04/11/1994 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011222-0005 du 10/08/2011, autorisant l'exploitation d'une installation de broyage concassage criblage de matières minérales et installations connexes par la société OMYA sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1064-97 du 11/04/1997 portant précision sur la destination d'une parcelle autorisée à l'exploitation d'une carrière par l'arrêté n°2872/94 du 04/11/1994 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 812/99 du 17/03/1999 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA pour la constitution des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de sa carrière de TAUTAVEL-VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 47 du 07/01/2005 prescrivant des obligations complémentaires à la société OMYA autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4316/2007 du 06/12/2007 modifiant certaines prescriptions applicables à la société OMYA, autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de TAUTAVEL et VINGRAU ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF/DCL/BUFIC/20170005-0001 du 05/01/2017 modifiant certaines prescriptions applicables à la société OMYA, autorisée à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Vingrau et Tautavel ;

Vu la demande téléchargée sur la plate-forme servicepublic.fr le 21/12/2021 pour le renouvellement d'exploitation à ciel ouvert et à sec, des trois carrières de la société Omya, carrières dites de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », situées sur les communes de Tautavel et de Vingrau, dans le département des Pyrénées-Orientales (66) complétée le 12/07/2022 ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision du Préfet des Pyrénées-Orientales du 06/04/2021 après examen au cas par cas ;

Vu la décision de Madame le Président du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, désignant le commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022229-0001 du 17/08/2022 portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS OMYA en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter trois carrières dites de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », situées sur les communes de Tautavel et de Vingrau ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les conseils municipaux consultés ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 10/01/2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation du demandeur sur ce projet confirmé par courriel du 26/01/2023 ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'Environnement susvisé, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations de traitement et transit de matériaux présents sur le site de la carrière sont autorisées séparément par l'arrêté préfectoral n°2873/94 du 04/11/1994 susvisées ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1- BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1- EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société OMYA SAS dont le siège social est situé 6 rue Pierre SEMARD, 51240 OMEY, immatriculation au registre du commerce n°562 072 678 R.C.S. Châlons-en-Champagne, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes, situées sur la commune de Vingrau aux lieux-dits « La Loubatière », « Trabesse de la Serre d'Espira », « Roc de Lallane », « La Feyche » et « Coume Roujou », site dit de « Saki Coume Roujou ».

ARTICLE 1.1.2- PARCELLAIRE

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro	Contenance cadastrale totale (m²)	Surface demandée (m²)	Propriétaires
VINGRAU	C	Trabesse de la Serre d'Espira	458	6330	6330	Office National des Forêts (ONF)
			1042 pp	193006	107000	
			1163	104636	104636	
			1165	105640	105640	
		La Loubatière	1167 pp.	88928	69933	
		La Feyche	1168	1711	1711	
	D	Roc de Lallane	1127 pp	132506	79000	
		Coume Roujou	1129 pp	169170	131890	
			1131 pp	5400	1000	
			1133	32560	32560	
TOTAL					639700	

pp : pour partie

ARTICLE 1.1.3- AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Aucuns travaux de défrichement, de découverte ou de décapage sur des zones non déjà mises en exploitation au jour de la signature du présent arrêté n'est autorisé.

La production totale pour les 3 carrières de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux » est limitée à :

- ✓ en moyenne annuelle : 300 000 t/an (calculée sur 10 années glissantes) ;
- ✓ au maximale annuelle : 450 000 t/an.

L'autorisation environnementale porte sur une superficie totale de 63,97 ha pour la carrière de « Saki Coume Roujou », dont 12,3 ha environ concernent les fosses d'extraction.

ARTICLE 1.1.4- MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés antérieurs et notamment des arrêtés susvisés :

- n° 2872/94 du 04/11/1994 ;

- n°1064-97 du 11/04/1997
- n° 812/99 du 17/03/1999 ;
- n° 47 du 07/01/2005 ;
- n° 4316/2007 du 06/12/2007 ;
- n° PREF/DCL/BUFIC/20170005-0001 du 05/01/2017 ;

sont supprimées par le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.5- INSTALLATIONS CONNEXES ET APPLICATION DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables :

- aux installations classées soumises à déclaration ;
- aux installations classées soumises à enregistrement ;
- aux installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) soumis à la loi sur l'eau ;

sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, enregistrement et aux installations soumises à la loi sur l'eau incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2- NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1- LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Activités	Critères	Régime
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) : 1° Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 (A)	Matériaux : calcaire Production maximale annuelle 450 000 t/an	Autorisation
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, [...] et autres produits minéraux naturels [...],	Installations mobiles : 482 kW	Enregistrement

ARTICLE 1.2.2- AUTORISATIONS EMBARQUÉES

La carrière ne comprend pas d'installation, ouvrage, travaux, activité relevant d'une rubrique de la Loi sur l'Eau annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

L'autorisation environnementale n'embarque pas d'autre autorisation.

ARTICLE 1.2.3- CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES INSTALLATIONS ANNEXES

Nature du gisement : Calcaires – Marbres blancs ;

Méthode d'extraction : abattage du gisement à l'explosif et reprise par des engins mécaniques ;

Méthode de marinage : transport des matériaux par tombereaux ;

Traitement des matériaux valorisables en industrie : Installations de concassage-criblage fixe de 2000 kW autorisée par arrêté spécifique et situé à proximité du site Saki Coume Roujou ;

Stériles d'exploitation : pour partie traités par des installations mobiles de concassage-criblage positionnées en fond de fouille sur le carreau de la carrière, pour leur valorisation en tant que granulats, pour partie stockés définitivement en verses ;

Cotes de fond de fouille maximales : Saki Coume Roujou : 225 m NGF ;

Épaisseur maximale exploitée : Saki Coume Roujou : 100 m ;

Vocation de la remise en état : naturelle et paysagère

Les installations annexes, à savoir l'accueil du site, les bureaux, les locaux pour le personnel (sanitaires, vestiaire, etc.), les parkings (véhicules légers (personnel et visiteurs), poids lourds et engins), le pont bascule, l'aire étanche dédiée à la distribution de carburant et au lavage des engins... sont situées sur le site de l'installation de traitement fixe attenante à la carrière dite de Saki Coume Roujou autorisées par un arrêté spécifique.

CHAPITRE 1.3- CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4- DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1- DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

ARTICLE 1.4.2- ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. Cette incompatibilité doit pouvoir être justifiée auprès de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 1.4.3- CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : réaménagement en terrain naturel à vocation écologique.

CHAPITRE 1.5- GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1- OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

ARTICLE 1.5.2- MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant minimum des garanties financières pour les périodes de cinq ans successives à compter de la date du présent arrêté, est fixé dans le tableau ci-dessous :

Périodes - Saki Coume Roujou	Montant en euros TTC
1 ^{ère} phase quinquennale, à compter de la signature du présent arrêté :	613 407,00 €

2 ^{ème} phase quinquennale :	582 665,00 €
3 ^{ème} phase quinquennale et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	553 387,00 €

ARTICLE 1.5.3- ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le document attestant de la constitution des garanties financières doit être transmis au préfet en même temps que la déclaration de début des travaux visée à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.4- RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance :

- un mémoire précisant la situation de la carrière par rapport au phasage prévisionnel ;
- un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié ;
- la valeur de référence de l'indice public TP01 au moment de l'établissement des garanties financières ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- le calcul d'actualisation du montant au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 conformément à l'article 1.5.5.

ARTICLE 1.5.5- ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.5.6- RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telle que définie au chapitre 1.2 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.7- ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8- APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières sont mises en œuvre :

- en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté en matière de remise en état, après intervention de la procédure de consignation prévue à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.9- LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.6- MODIFICATIONS

ARTICLE 1.6.1- PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2- MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3- TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.4- CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Doivent être annexés à cette demande les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

CHAPITRE 1.7- RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- ✓ des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- ✓ des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1- EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1- OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou

inconvenients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2- CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

La liste des consignes établie en application du présent article est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2- RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1- RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3- INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1- PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2- ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

CHAPITRE 2.4- DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5- INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1- DÉCLARATION ET RAPPORT

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous **15 jours** à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6- RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à enregistrement et à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Rappel : l'exploitant doit également disposer des documents mentionnés à l'article 4 de l'AMPG du 26/11/2012 susvisé relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2515.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1- CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2- POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3- ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.1.4- VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, etc.), et convenablement nettoyées,
- les surfaces où cela est possible sont végétalisées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant,
- les pistes principales d'accès à la zone d'exploitation sont revêtues en enrobés ou équipées d'un système fixe d'arrosage,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; la vitesse de circulation des engins et camions est limitée à 40 km/h sur la carrière et les pistes, des panneaux de limitation de vitesse sont positionnés sur le site et cette restriction est précisée dans les consignes à destination des travailleurs y compris pour les entreprises extérieures,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de matériaux pouvant dégrader les conditions de roulage sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5- ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Rappel : les dispositions relatives aux émissions de poussières et au contrôle des niveaux d'empoussièrément sont fixées par :

- l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- les articles 6 et 37 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables pour les installations relevant de l'enregistrement sous la rubrique 2515.

Les stocks des produits en vrac sont positionnés pour limiter la prise au vent des vents dominants (tramontane et marin).

Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, notamment les pistes, seront arrosés en tant que de besoin. Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

En période sèche et ventée, l'extraction et/ou les opérations de traitement de matériaux sont suspendues afin de limiter l'envol des poussières. Les paramètres climatiques nécessitant une décision d'arrêt sont déterminés à l'avance et repris dans une consigne. Les moyens permettant de connaître la direction et force du vent sont mis à disposition du responsable de la carrière.

Les camions sortants du site avec des matériaux fins sont bâchés ou humidifiés (par passage sous un portique brumisateurs) avant leur sortie.

ARTICLE 3.1.6- PLAN DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

La carrière est soumise à l'établissement d'un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions de :

- l'article 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables pour les installations relevant de l'enregistrement sous la rubrique 2515.

Article 3.1.6.1- Précisions sur les stations de mesure des retombées de poussières

La position de chaque station de mesures doit être justifiée (méthodologie / argumentaire) en lien avec les zones d'émissions, les données météorologiques locales, la topographie du site, les enjeux à proximité de la carrière, l'absence d'obstacle à proximité immédiate.

Les stations doivent être éloignées des obstacles susceptibles d'influencer les résultats.

Article 3.1.6.2- Précisions sur les données météorologiques

Dans le cas de la mise en place d'une station météorologique sur le site, celle-ci est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques et doit avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- mesure des vents à 10 m de hauteur dans un espace le plus dégagé possible;
- précision des capteurs suffisante pour pouvoir bien exploiter l'information (<5° sur la direction, < 0.5 m/s sur la vitesse),
- enregistrement / stockage des données au minimum sur 2 ans,

Les capteurs doivent être régulièrement entretenus.

Dans le cas de l'utilisation de données fournies par un fournisseur, afin de juger de la représentativité de la station météo retenue, l'exploitant doit réaliser des mesures sur site suivant les conventions Météo France afin de les comparer à la station météo choisie comme référence et, in fine, de valider la représentativité des données de cette dernière. Cette opération n'est à réaliser qu'une seule fois, afin de vérifier que les données dites « corrigées » sont bien représentatives du site considéré.

La comparaison est à réaliser à minima sur une durée de 1 mois correspondant à la durée minimale d'une campagne de retombée.

Les paramètres essentiels à vérifier sont les directions des vents, leur force, les températures, la pluviométrie.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1- PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1- ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont réalisés à partir d'une ressource en eau située en dehors de la carrière ; l'exploitation tient à la disposition de l'inspection les documents justifiant que les points de prélèvement utilisés pour les usages de la carrière sont régulièrement autorisés et conformes.

L'exploitant met en place des moyens afin de pouvoir comptabiliser et suivre les principales consommations d'eau, à savoir

- brumisation de l'installation de traitement ;
- lavage de l'installation ;
- arrosage des pistes et stocks.

Tous les mois l'exploitant relève sur un registre les quantités d'eau utilisées et les consommations en fonction des différents usages, y compris pour l'arroseuse mobile et calcul les débits mensuels et annuel.

L'utilisation de l'eau d'un forage pour des besoins sanitaires est interdit en l'absence d'une autorisation délivrée en application du Code de la santé publique.

CHAPITRE 4.2- COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sauf en cas de pluie d'occurrence exceptionnelle, supérieure à la décennale, le site n'est pas à l'origine de rejet vers le milieu extérieur superficiel.

ARTICLE 4.2.2- PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan doit notamment faire apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3- ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement sont conçus et aménagés de manière à être curables, et résister dans le temps aux actions physiques des effluents susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Ces contrôles doivent être consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations fixes de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de la carrière sont interdites.

CHAPITRE 4.3- TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1- EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES

En complément de l'article 6 de l'AM du 22/09/1994, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement externes au site d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de la carrière en exploitation.

Les eaux pluviales intérieures tombant sur les zones en exploitation, les verses, les stocks et les infrastructures sont canalisées et collectées au sein des fosses d'extraction ou de bassins d'infiltration.

La capacité de stockage, quel que soit le phasage d'exploitation, est suffisante pour pouvoir y stocker la totalité des eaux lors d'une pluie correspondant au maximum de précipitation mesuré sur 24h.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour procéder à l'enlèvement des entraînements éventuels de matériaux provenant de la carrière en aval (pluie d'occurrence supérieure à décennale).

ARTICLE 4.3.2- EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES ET DE LAVAGE

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté.

ARTICLE 4.3.3- EAUX DOMESTIQUES

Les eaux usées sanitaires sont traitées dans des dispositifs d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.

L'exploitant est en mesure de justifier de la conformité du dispositif utilisé.

ARTICLE 4.3.4- QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu en des points fixes qui sont clairement identifiés et repérés sur le plan prévu à l'article 4.2.2.

Les eaux rejetées doivent respecter les dispositions de l'article 18.2.3 de l'AM du 22/09/1994

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1- PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1- LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

Rappel : les dispositions relatives aux déchets sont fixées par :

- l'article 21 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- les articles 53 et 54 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables pour les installations relevant de l'enregistrement sous la rubrique 2515.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2- SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

ARTICLE 5.1.3- CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS (HORS DÉCHETS INERTES)

Le stockage de déchets sur le site de la carrière est interdit. Les déchets produits sont directement évacués vers l'aire de transit de déchets aménagée sur le site de l'installation de traitement de matériaux ou vers les installations d'élimination extérieures autorisées à les recevoir.

ARTICLE 5.1.4- DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5- DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. En particulier tout brûlage à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'il soit, est interdit.

ARTICLE 5.1.6- TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7- ÉPANDAGE

L'épandage des eaux résiduaires et des déchets est interdit.

ARTICLE 5.1.8- PLAN DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière qui doit être révisé tous les 5 ans, conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières. Ce plan est transmis au préfet.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1- DISPOSITIONS APPLICABLES

Rappel : les dispositions relatives aux bruits et vibrations sont fixées par :

- l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- les articles 44 à 52 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables pour les installations relevant de l'enregistrement sous la rubrique 2515.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2- DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les installations de traitement mobiles sont implantées dans la fosse d'excavation afin de limiter la propagation des émissions sonores vers l'extérieur du site.

Les engins sont équipés d'avertisseurs de recul type « cri du lynx ».

Sauf circonstance exceptionnelle, le site fonctionne du lundi au vendredi hors week-end et jours fériés, de 7h00 à 16h30.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1- PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2- CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1- INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

CHAPITRE 7.3- INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1- ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, sont maintenus en bon état.

ARTICLE 7.3.2- CONTRÔLE DES ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès sur le site sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.

ARTICLE 7.3.3- INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.4- GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1- CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

ARTICLE 7.4.2- VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.3- INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.4- FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le respect de ces prescriptions.

CHAPITRE 7.5- FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1- LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

CHAPITRE 7.6- PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1- ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2- ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.6.3- RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidage par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

ARTICLE 7.6.4- RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5- RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6- TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

ARTICLE 7.6.7- ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7- MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1- DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournir un débit de 60 m³/h minimum.

L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité opérationnelle permanente de la réserve d'eau incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température ambiante et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

ARTICLE 7.7.2- CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et/ou communiquées par écrit au personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- * L'interdiction de tout brûlage à l'air libre (excepté pour les exercices incendie) ;
- * L'interdiction de fumer et d'utiliser son téléphone portable et l'obligation de l'arrêt du moteur lors du ravitaillement en carburant des engins ;
- * L'interdiction de fumer ;
- * L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- * L'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- * Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- * Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- * Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- * La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- * La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES CARRIÈRES

ARTICLE 8.1.1- AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Affichage : en complément de l'affichage des panneaux d'identification prévus par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de circulation est affiché à l'entrée du site.

Bornage : les bornes délimitant le pourtour de l'exploitation et de nivellement sont implantées conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Réseau de dérivation : le réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Accès à la voirie publique : L'accès à la voirie publique est aménagé conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

ARTICLE 8.1.2- NOTIFICATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Doit également joint à la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières :

- le document attestant de la constitution des garanties financières prévue par l'article 1.5.3 ;
- l'audit de conformité du site prévu par l'article 9.3.4 ;
- l'audit avant travaux prévu dans la mesure d'accompagnement A3 « suivi des mesures mises en œuvre ».

ARTICLE 8.1.3- DÉBOISEMENT DÉFRICHAGE DÉCAPAGE

Rappel : le déboisement, défrichage et décapage de toute nouvelle zone sont interdits.

ARTICLE 8.1.4- CLÔTURE PANCARTES BORNAGE

Les bornes prévues par l'article 5 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières doivent pouvoir être visualisée facilement et de loin, en tenant compte de la végétation de garrigue.

En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Au moins une pancarte de signalement des dangers prévue par l'article 13 de l'AM du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, doit être visible en tout point de la clôture.

➤ Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre ouvert à cet effet.

ARTICLE 8.1.5- DÉBROUSSAILLAGE

L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique sur une profondeur de 50 mètres autour des zones en exploitation et sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre des pistes.

Les opérations de débroussaillage sont réalisées à des périodes limitant l'impact de l'opération sur la faune. L'exploitant doit pouvoir justifier des périodes retenues.

➤ L'exploitant reporte sur un registre tenu à disposition de l'inspection les périodes et les zones ayant fait l'objet d'opérations de débroussaillage.

ARTICLE 8.1.6- INTÉGRATION PAYSAGÈRE

L'exploitant met en œuvre les mesures prévues dans son dossier de demande pour limiter l'impact sur le paysage, en particulier :

- l'extraction se poursuivra en approfondissement sans nouvelle ouverture dans la topographie ;
- les installations de traitement mobiles, les équipements et les pistes sont positionnés afin de limiter les perceptions depuis l'extérieur ;
- les verses et les merlons paysagers sont entretenus (suivi des plantations) ;
- les mesures pour limiter les émissions de poussières sont mises en œuvre ;
- le réaménagement est coordonné à l'avancement de l'exploitation conformément au plan de phasage.

ARTICLE 8.1.7- RAVITAILLEMENT / PLATE-FORME ENGIN / STATIONNEMENT DES ENGIN

Les conditions de ravitaillement et d'entretien respectent les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Le ravitaillement en carburant des engins les plus mobiles, (engins à pneus de type chargeuses, tombereaux et citerne arroseuse) s'effectue sur l'aire étanche bétonnée présente sur le site de Saki Coume Roujou.

Pour le ravitaillement des engins sur chenilles qui ne peut pas être réalisé sur l'aire prévue à cet effet, et en cas de panne interdisant le déplacement de l'engin, des précautions particulières pour éviter les risques d'égouttures et de pollution devront être prises et figurer dans une consigne spécifique.

Le stationnement des engins roulants est réalisé sur une aire étanche présente sur le site de Saki Coume Roujou.

La ou les plateformes engins et l'aire de stationnement des engins mobiles sont :

- étanches ;
- reliées à un dispositif de traitement adapté à la surface des aires et au débit des eaux susceptibles de le traverser (déboureur-déshuileur), équipé d'un système d'obturation automatique permettant de traiter les polluants en présence et de respecter les valeurs limites de rejet. Le rejet du dispositif de traitement s'effectue dans un bassin d'évaporation infiltration.

Les engins et l'ensemble des véhicules présents sur les sites sont équipés d'un ensemble de feuilles absorbantes et d'un kit type « anti-pollution ». Des feuilles absorbantes et des boudins sont également à disposition dans l'atelier. Le personnel est formé à l'intervention en cas de pollution accidentelle.

Les équipements de traitement sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.8- CONDUITE D'EXPLOITATION

Article 8.1.8.1- Principe d'exploitation

L'exploitation doit être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage et à réduire son impact visuel en tenant compte de la vocation et du devenir des terrains exploités.

L'exploitation de la carrière en eau est interdite.

Article 8.1.8.2- Phasage

Le plan d'exploitation et de remise en état coordonnée comporte 3 phases quinquennales (5 ans) conformément aux plans joints en annexe 3 et respectent les principes suivants :

Poursuite de l'extraction en direction du Nord-Est, avec :

- En 2024 : un carreau à la cote théorique de 240 m NGF et trois plateformes respectivement aux cotes théoriques de 250 m NGF environ, 270 m NGF et 285 m NGF, avec des banquettes intermédiaires aux cotes de 245 m NGF et 260 m NGF. Le front situé entre les cotes théoriques de 285 m NGF et 300 m NGF sera en position définitive ;
- En 2029 : un carreau à la cote théorique de 225 m NGF et quatre plateformes respectivement aux cotes théoriques de 240 m NGF environ, 255 m NGF, 270 m NGF et 285 m NGF. Ces plateformes seront plus étendues, les fronts étant exploités en direction du Sud-Est et du Nord-Est ;
- En 2034 : un carreau plus étendu et toujours à la cote théorique de 225 m NGF, et quatre plateformes aux mêmes cotes théoriques qu'en phase précédente, les fronts ont seulement été exploités en direction du Nord-Est pour arriver au profil final d'exploitation. Cet avancement se poursuivra jusqu'à l'échéance de l'autorisation du présent projet, soit jusqu'en 2039.

➡ Les conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel sont vérifiées annuellement. Le résultat de cette vérification est reporté dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

Article 8.1.8.3- Extraction

Caractéristiques principales :

- Hauteur de front maximale : 15 m ;
- Pente minimum des fronts de taille : 10° environ par rapport à la verticale ;
- Largeur minimale des pistes : 12 m ;

- Pente des pistes inférieure ou égale à 15 % ;
- Distance entre les bords d'une piste et le talus qu'elle domine supérieure à 2 m. Si cette distance est inférieure à 5 m la piste sera bordée par un dispositif difficilement franchissable.
- Vitesse limitée à 40 km/h sur tout le site de la carrière ;
- Pente intégratrice des fronts de taille de 56° au maximum.

Modalités d'extraction : exploitation conduite par tranches horizontales descendantes. Les matériaux sont abattus en grande masse à l'explosif, triés, repris à la pelle hydraulique et chargés dans des tombereaux. Les matériaux d'enrochement sont mis en stock par catégorie sur le site de la carrière, les autres matériaux sont transportés jusqu'à l'installation de traitement.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs ; le sous-cavage est interdit.

Les fronts d'exploitation seront purgés de tous blocs instables après chaque tir de mines, notamment les têtes de gradins décomprimés / fracturés et les zones karstifiées.

Le front de taille en cours d'exploitation sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. Les modalités de réalisation des opérations de purge et de vérification de la stabilité des fronts seront précisées dans une consigne.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes. Une attention particulière sera portée à la circulation des piétons le long des pistes.

Article 8.1.8.4- Vulnérabilité de la nappe

En cas de découverte d'une structure karstique à transmissivité verticale, l'exploitant met en place des dispositions spécifiques telles que balisage, colmatage avec des matériaux argileux, pour limiter les risques de contamination de la nappe karstique.

Article 8.1.8.5- Aménagement - entretien

Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler. Ils seront traités et éliminés comme il est précisé au titre 5 « Déchets » ci avant.

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour éviter la prolifération de moustiques sur le site de la carrière. En particulier les retenues d'eau seront périodiquement désinsectisées. De même leurs abords seront entretenus régulièrement.

Article 8.1.8.6- Explosifs

Rappel : l'obligation de définir un plan de tir, de prendre en compte les effets des vibrations et de réaliser les tirs les jours ouvrables est fixée par l'article 11.4 l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique.

En particulier l'utilisation des explosifs se fera en respectant les périmètres de sécurité et les mesures de sécurité qui ressortent de l'étude des dangers ; aucun tir ne peut avoir lieu si les zones de risque de projection ne sont pas maîtrisées par des dispositions spécifiques (mise à l'abri du personnel et des riverains, ...).

Les modalités de réalisation des plans de foration, chargement et amorçage, les conditions de validation des plans de tir par le personnel d'encadrement, font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

En cas de modification des paramètres de tir susceptible de mettre en cause les résultats de l'étude des risques liés aux projections, une nouvelle étude doit être réalisée au préalable.

L'exploitant doit pouvoir justifier les mesures mises en place pour respecter les dispositions du présent article.

Lors des opérations de tir l'exploitant devra apporter une attention particulière et au cas par cas à la nature géologique des terrains à miner et aux différents plans structuraux de la zone des fronts.

Article 8.1.8.7- Verses

Les verses sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique.

Les verses sont réalisées conformément aux préconisations qui ressortent de l'étude des dangers. En particulier les talus réaménagés et les verses à stériles sont constitués avec une pente maximale intégratrice de 3H/2V pour les verses de Saki Coume Roujou, conformément à l'étude de stabilité réalisée par Antéa Group jointe au dossier de demande.

Les remblais sont mis en place par compactage de couches successives montantes.

Les modalités de déversement des produits et de surveillance de la verse sont définies dans une consigne.

L'ancienne verse du site de Saki Coume Roujou, située au Nord de la zone d'implantation des installations, ne doit plus être utilisée et doit être remise en état dans la première phase quinquennale.

La verse exploitée s'appuiera sur les fronts Sud du site, au sein du périmètre d'extraction de la carrière.

Article 8.1.8.8- Éclairage

L'éclairage du site est limité aux horaires de fonctionnement du site. Les modalités d'éclairage sont étudiées pour limiter l'impact (orientation des faisceaux afin d'éviter l'éclairage des milieux environnant et le ciel, couleur, ...).

ARTICLE 8.1.9- REMISE EN ÉTAT

Article 8.1.9.1- Principe

La remise en état des lieux prévue correspond à un réaménagement à caractère naturel et paysager conformément au plan joint en annexe 4.

Le réaménagement des sites sera réalisé de façon concomitante à l'exploitation en respectant le plan de phasage.

Article 8.1.9.2- Réaménagement écologique

Dès le démarrage de l'exploitation un plan de gestion écologique, établi par une équipe d'écologues, est mis en place afin d'assurer le suivi des mesures d'évitement, de réduction, d'atténuation et de réaménagement.

Ce plan de gestion qui présente les actions et mesures mises en place est tenu à la disposition de l'inspection.

Ces mesures doivent faire l'objet d'un suivi ciblé afin de valider leur efficacité et au besoin mener à des mesures correctives pour ajuster la trajectoire écologique visée.

En particulier le plan de gestion doit prévoir la réalisation d'audits avant travaux, pendant travaux, après chantier avec rédaction d'un compte rendu final, conformément à la mesure A. 3 : Suivi des mesures mises en œuvre prévue dans le dossier de demande.

Article 8.1.9.3- Mesures particulières

Remise en état de la zone d'extraction

Les carreaux feront l'objet d'aménagements ponctuels afin de diversifier les milieux et de favoriser la colonisation des sites par les espèces de faune et de flore locales (apport de matériaux pour rompre l'horizontalité des fonds de fouille, création de dépressions permettant le recueil des eaux de ruissellement et la création de mares temporaires, ...).

Les plantations sont réalisées par juxtaposition d'îlots boisés avec des essences correspondant aux espèces locales répertoriées sur le site ou dans les environs, sur la partie sommitale des talus résiduels visibles ainsi que sur les banquettes résiduelles pour favoriser l'insertion paysagère rapide de ces secteurs.

Quelques affleurements calcaires seront conservés sur les plateformes susnommées pour favoriser la biodiversité ; et pour ces mêmes raisons, seront aménagés des mares temporaires et des pierriers sur ces plateformes. Des pistes seront aménagées pour permettre d'accéder aux différentes plateformes.

Les eaux de ruissellement sont gérées par gravité vers un point bas en fond d'excavation sous forme de mare temporaire (confinement à l'intérieur du site, infiltration et/ou évaporation).

Traitement des fronts

Les fronts supérieurs reliant le terrain naturel environnant à la zone excavée sont aménagés de manière à assurer leur stabilité à long terme : reprofilage des fronts d'exploitation en falaise munies d'éboulis à leur base par effondrement des banquettes, ou remblaiement partiel ou totale des fronts.

Les fronts des niveaux inférieurs sont profilés afin de présenter une surface irrégulière, avec des variations de pente, création de petites corniches et surplombs dans le but de favoriser le développement végétal et animal (zones de refuge pour les chiroptères ou certains oiseaux). Des effondrements ponctuels sont réalisés afin de briser la linéarité des fronts.

Les fronts visibles depuis l'extérieur sont artificiellement vieilliss (fronts Sud du site de Saki Coume Roujou, visibles depuis le village de Vingrau).

Aménagement des banquettes

En fin d'exploitation les banquettes sont réduites à environ 10 m de large avec formation d'une légère pente en direction du front de taille, afin de faciliter le drainage des eaux.

De la terre du site est régalée afin de permettre le retour de la végétation naturelle. Des plantations sont réalisées par juxtaposition d'îlots boisés avec des essences correspondant aux espèces locales répertoriées sur le site ou dans les environs

Sur certains secteurs les banquettes sont abattues partiellement à l'explosif afin de réaliser un talus d'éboulis en équilibre déblais / remblais à la base des falaises ; localement, la largeur des banquettes est ramenée à 5 m pour la réalisation des éboulis.

Article 8.1.9.4- Suivi des plantations

Un suivi de la prise des plantations est mis en place sur au moins 5 ans avec remplacement éventuel des plants qui n'auraient pas pris. Ce suivi est présenté dans le bilan annuel.

Article 8.1.9.5- Valorisation des stériles d'exploitation et des déchets inertes

Le réaménagement de la carrière à l'aide des stériles d'exploitation et des déchets inertes est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les conditions d'utilisation des déchets inertes sont fixées au chapitre 8.2 du présent arrêté.

Article 8.1.9.6- Fin d'exploitation

En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite ci-avant, est achevée. De plus, les constructions tels que massifs d'ancrage, rampe d'accès, silos, installations diverses.... sont démantelées et rasées.

Les fronts de taille et les talus sont mis en sécurité. Ils sont purgés de tout élément instable, quelle que soit sa dimension.

En partie sommitale des fronts de taille et sans discontinuité, un dispositif durable, que l'on ne puisse franchir involontairement, est mis en place afin d'éviter une chute (merlon de protection, enrochements rapprochés, buisson d'épineux dense, ... etc.).

Une inspection détaillée des fronts doit par ailleurs être réalisée par un cabinet géotechnique spécialisé pour déterminer les risques d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes en fonction de l'usage futur.

Des panonceaux mentionnant le danger sont par ailleurs disposés à intervalles réguliers.

L'emprise de la carrière sera débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils seront traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes du titre 5 « Déchets » ci-avant.

La remise en état devra être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation aura été sollicitée.

CHAPITRE 8.2- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES POUR LES DÉCHETS INERTES

ARTICLE 8.2.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Les déchets utilisables pour le réaménagement de la carrière sont les déchets d'extraction inertes provenant des 3 carrières Saki Coume Roujou, Télévision et Montpeyroux et les déchets inertes provenant de l'usine OMYA de Salses-le-Château.

La réception et le stockage de déchets inertes, externes aux 3 carrières et à l'usine OMYA sont interdits.

Les quantités de stockage maximale de déchets inertes et de déchets d'extraction sont estimées à 575 000 m³.

Les modalités de mise en place des zones de stockage des déchets d'extraction et de remblayage respectent les dispositions de l'article 11.5 et de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

CHAPITRE 8.3- MESURES DIVERS

ARTICLE 8.3.1- MESURES D'ACCOMPAGNEMENT, D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment pour les mesures non réglementées par ailleurs dans le cadre du présent arrêté :

- A. 2 : Réaménagement écologique
- A. 3 : Suivi des mesures mises en œuvre
- A. 4 : Suivi scientifique des impacts de l'aménagement sur les groupes biologiques étudiés
- R. 1 : Stabilisation des fronts et des verses à stériles
- R. 2 : Remise en état coordonnée à l'exploitation
- R. 7 : Régulation de la cadence des tirs de mines à proximité des gîtes rupestres (mesure MR1)
- R. 8 : Création de mares temporaires favorables à la reproduction des amphibiens (mesure MR2)
- R. 9 : Conservation et émangement du bâti à Montpeyroux favorable au gîte des mammifères et reptiles anthropophiles (mesure MR3)
- R. 10 : Abattage « de moindre impact » d'un arbre-gîte potentiel (mesure MR4)
- R. 12 : Création de pierriers favorables à l'herpétofaune et l'avifaune (mesure MR6)
- R. 13 : Limitation des stockages de matériaux de longue durée (mesure MR7)

L'exploitant présente un bilan de ces différentes mesures dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.4.

ARTICLE 8.3.2- COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DES RIVERAINS

L'exploitant met en place en lien notamment avec les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU une commission locale d'information des riverains commune aux trois carrières Saki Coume Roujou, Télévision et Montpeyroux.

Les frais d'établissement et de fonctionnement de la commission sont pris en charge par l'exploitant.

La préfecture et l'inspection sont informées de la programmation des réunions.

L'exploitant propose au minimum une réunion annuelle au cours de laquelle il présente le rapport d'activité et le bilan des mesures de surveillance, de réaménagement, de réduction, d'évitement, d'accompagnement, prévues notamment par le présent arrêté.

Les comptes-rendus sont transmis aux participants et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant présente le bilan des différentes réunions dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

CHAPITRE 9.1- PROGRAMME DE SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1- PRINCIPE ET OBJECTIFS

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

L'exploitant suit les résultats de mesures, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

CHAPITRE 9.2- MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE LA SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1- MESURE DE L'IMPACT DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les retombées de poussières dans l'environnement sont évaluées conformément aux dispositions de l'article 3.1.6 « Plan de surveillance des émissions de poussières » du présent arrêté.

Rappel des dispositions de l'article 19.9 de l'arrêté du 22/09/1994 modifié

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures des retombées de poussières réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Ce bilan est annexé au bilan environnement annuel.

ARTICLE 9.2.2- SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.4 est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement en cas de rejet ou de demande de l'inspection des installations classées. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Les résultats des contrôles sont reportés dans le bilan environnement annuel.

ARTICLE 9.2.3- SURVEILLANCE DE LA VITESSE DU VENT ET DE LA PLUVIOMÉTRIE

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées conformément aux dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/1994.

Les résultats du suivi des données météorologiques (direction et vitesse du vent, température, pluviométrie) sont reportés dans le bilan des mesures de retombées de poussières.

ARTICLE 9.2.4- RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Conformément aux dispositions de l'article 4.1.1 les quantités d'eau prélevées et utilisées sur la carrière par source d'approvisionnement sont déterminées mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre, et le bilan des consommations par usage et par origine de prélèvement repris dans le bilan environnement annuel.

ARTICLE 9.2.5- SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

L'exploitant fait figurer dans le bilan environnement annuel un bilan sur la production et l'élimination des déchets avec les informations concernant l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination, les modalités d'élimination des déchets produits, remis à un tiers ou pris en charge.

Le plan de gestion des déchets prévu à l'article 5.1.8 est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

ARTICLE 9.2.6- SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

Les résultats des mesures des niveaux sonores sont reportés dans le bilan environnement annuel avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 9.2.7- SURVEILLANCE DES NIVEAUX DE VIBRATION

Le respect des valeurs limites des vibrations fixé au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié périodiquement et notamment après toute modification du plan de tir et au minimum tous les 2 ans.

Les résultats des mesures sur les vibrations sont reportés dans le bilan environnement annuel avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.3- BILAN - AUDIT

ARTICLE 9.3.1- BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :

- une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté, notamment du chapitre 9.2. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;
- un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;
- un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;
- le bilan du suivi des plantations ;
- un bilan des mesures d'accompagnement, réduction, évitement ;
- le bilan des réunions de la commission locale d'information des riverains ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;

autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative

CHAPITRE 10.3- NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- ✓ la commune de VINGRAU spécialement chargées d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le Procès-Verbal de l'accomplissement de cette formalité ;
 - ✓ la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - ✓ l'inspection de l'environnement en poste à la subdivision de la DREAL de Perpignan
 - ✓ le service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Yohann MARCON

- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- le plan d'exploitation et de remise en état.

ARTICLE 9.3.2- AUDIT ENVIRONNEMENT

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les non-conformités relevées font l'objet d'action correctives.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les résultats de ces vérifications et des mesures correctives mises en place doivent être archivés au minimum 6 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.

TITRE 10 PUBLICITÉ - EXÉCUTION

CHAPITRE 10.1- PUBLICITÉ

Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

CHAPITRE 10.2- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Rappel des dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

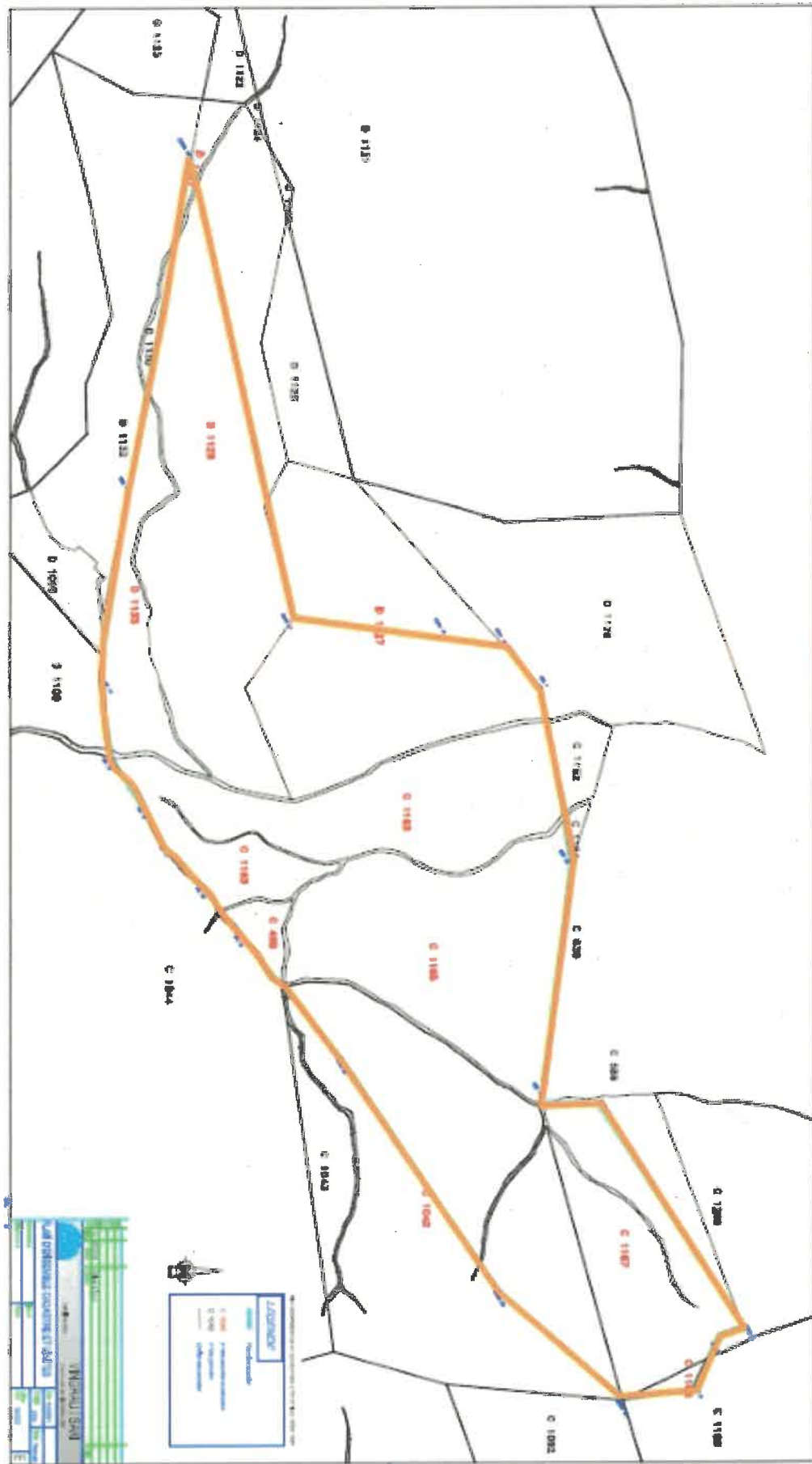
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

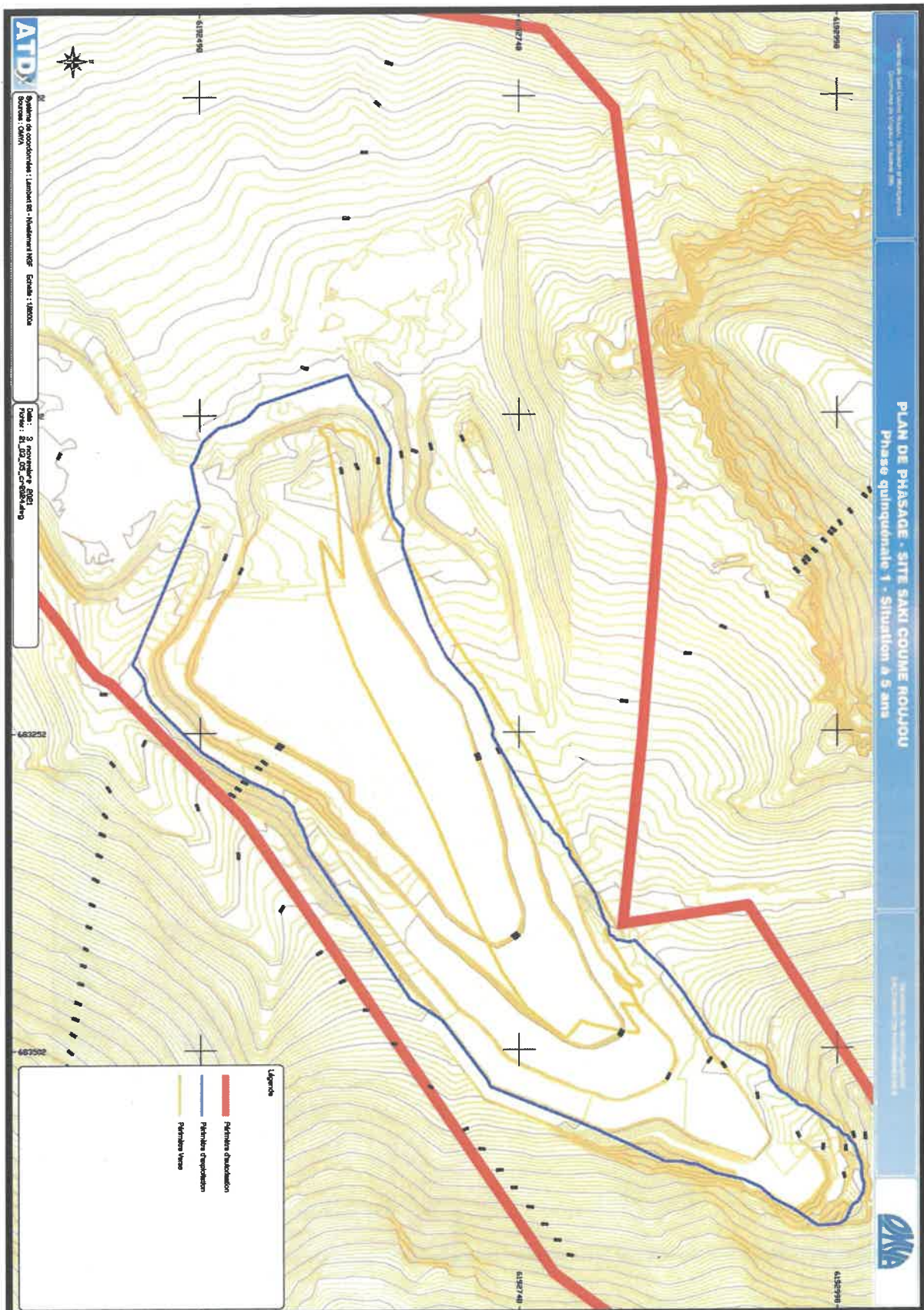
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant

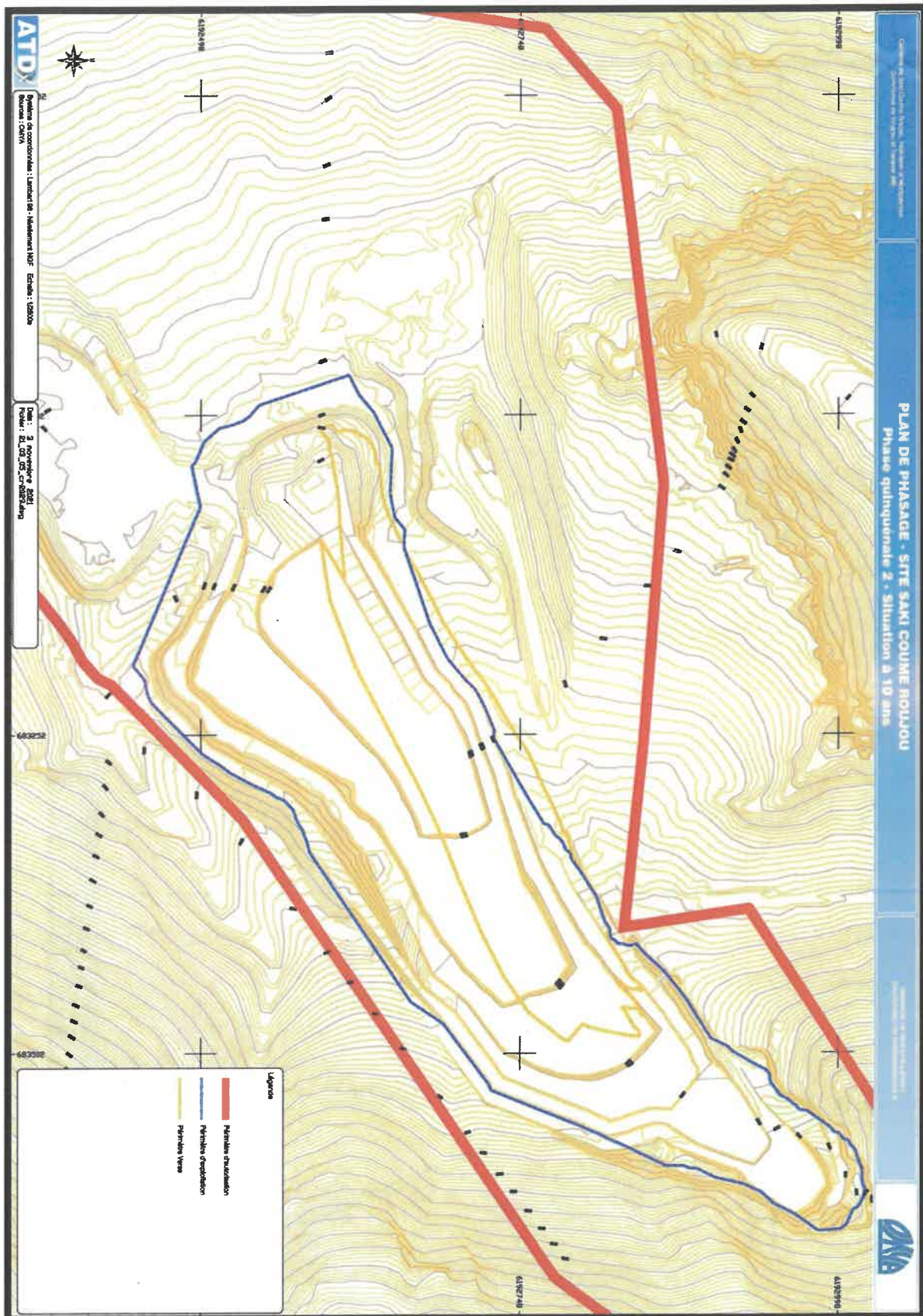
ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL

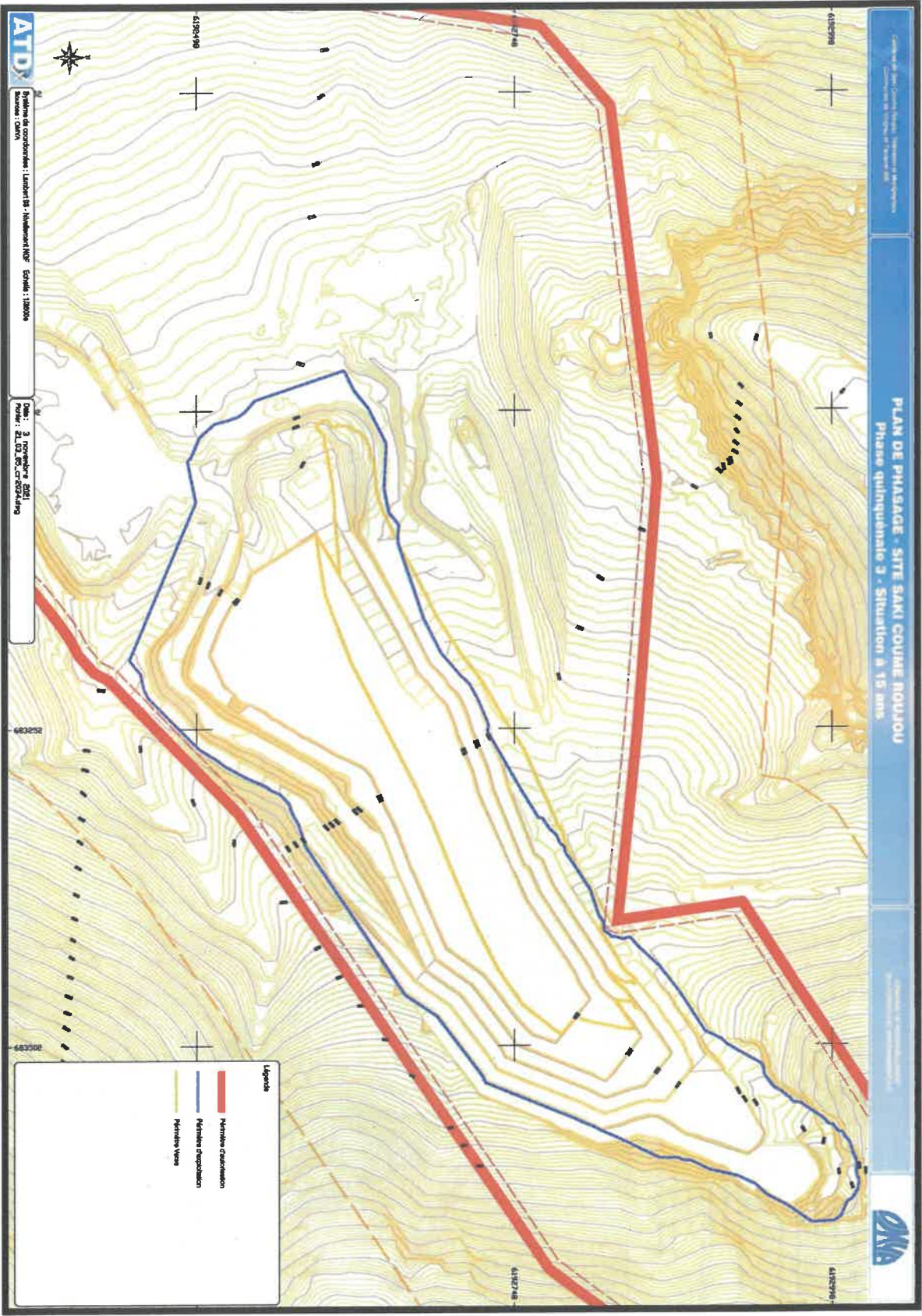


ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE

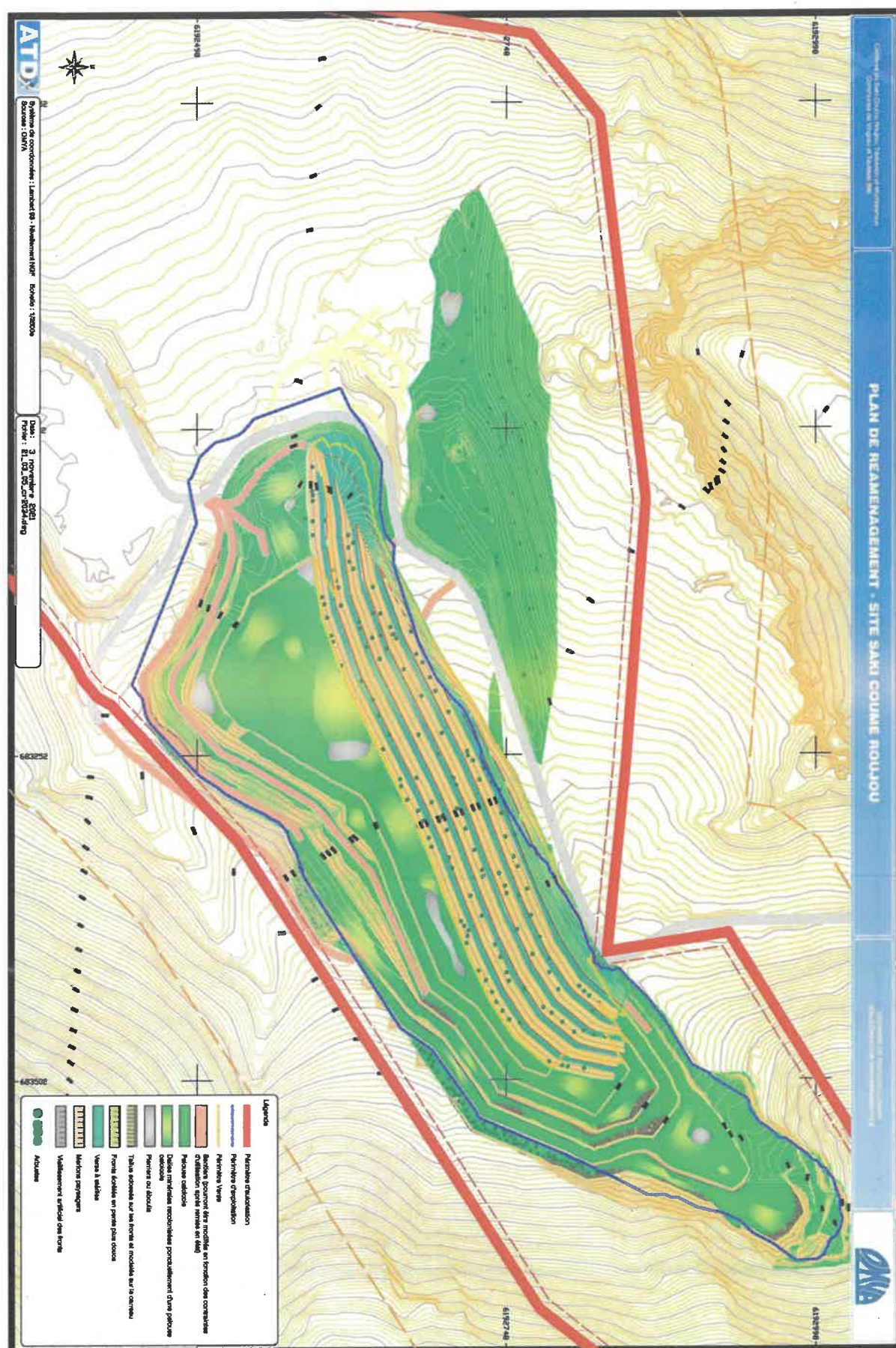
Exploitation du site et remise en état : fin de la 1ère phase quinquennale ($T1 = T0 + 5ans$)







ANNEXE 4 : PLAN DE PRINCIPE DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE



SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	3
CHAPITRE 1.1- Bénéficiaire et portée de l'autorisation	3
ARTICLE 1.1.1- Exploitant titulaire de l'autorisation	3
ARTICLE 1.1.2- Parcellaire	3
ARTICLE 1.1.3- Autres limites de l'autorisation	3
ARTICLE 1.1.4- Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs	3
ARTICLE 1.1.5- Installations connexes et application des arrêtés ministériels	4
CHAPITRE 1.2- Nature des installations	4
ARTICLE 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	4
ARTICLE 1.2.2- Autorisations embarquées	4
ARTICLE 1.2.3- Caractéristiques principales des installations annexes	4
CHAPITRE 1.3- Conformité au dossier de demande	5
CHAPITRE 1.4- Durée de l'autorisation et cessation d'activité	5
ARTICLE 1.4.1- Durée de l'autorisation	5
ARTICLE 1.4.2- Équipements abandonnés	5
ARTICLE 1.4.3- Cessation d'activité	5
CHAPITRE 1.5- Garanties financières	5
ARTICLE 1.5.1- Objet des garanties financières	5
ARTICLE 1.5.2- Montant des garanties financières	5
ARTICLE 1.5.3- Établissement des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.4- Renouvellement des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.5- Actualisation des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.6- Révision du montant des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.7- Absence de garanties financières	6
ARTICLE 1.5.8- Appel des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.9- Levée de l'obligation de garanties financières	6
CHAPITRE 1.6- Modifications	7
ARTICLE 1.6.1- Porter à connaissance	7
ARTICLE 1.6.2- Mise à jour de l'étude de dangers	7
ARTICLE 1.6.3- Transfert sur un autre emplacement	7
ARTICLE 1.6.4- Changement d'exploitant	7
CHAPITRE 1.7- Respect des autres législations et réglementations	7
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	7
CHAPITRE 2.1- Exploitation des installations	7
ARTICLE 2.1.1- Objectifs généraux	7
ARTICLE 2.1.2- Consignes d'exploitation	8

CHAPITRE 2.2- Réserves de produits ou matières consommables	8
ARTICLE 2.2.1- Réserves de produits	8
CHAPITRE 2.3- Intégration dans le paysage	8
ARTICLE 2.3.1- Propreté	8
ARTICLE 2.3.2- Esthétique	8
CHAPITRE 2.4- Danger ou Nuisances non prévenus	8
CHAPITRE 2.5- Incidents ou accidents	8
ARTICLE 2.5.1- Déclaration et rapport	8
CHAPITRE 2.6- Récapitulatif des Documents tenus à la disposition de l'inspection	8
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	9
CHAPITRE 3.1- Conception des installations	9
ARTICLE 3.1.1- Dispositions générales	9
ARTICLE 3.1.2- Pollutions accidentelles	9
ARTICLE 3.1.3- Odeurs	9
ARTICLE 3.1.4- Voies de circulation	9
ARTICLE 3.1.5- Émissions et envols de poussières	10
ARTICLE 3.1.6- Plan de surveillance des émissions de poussières	10
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	11
CHAPITRE 4.1- Prélèvements et consommations d'eau	11
ARTICLE 4.1.1- Origine des approvisionnements en eau	11
CHAPITRE 4.2- Collecte des effluents liquides	11
ARTICLE 4.2.1- Dispositions générales	11
ARTICLE 4.2.2- Plan des réseaux	11
ARTICLE 4.2.3- Entretien et surveillance	11
CHAPITRE 4.3- Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	12
ARTICLE 4.3.1- Eaux pluviales non polluées	12
ARTICLE 4.3.2- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de lavage	12
ARTICLE 4.3.3- EAUX Domestiques	12
ARTICLE 4.3.4- Qualité des effluents rejetés	12
TITRE 5 - DÉCHETS	12
CHAPITRE 5.1- Principes de gestion	12
ARTICLE 5.1.1- Limitation de la production de déchets	12
ARTICLE 5.1.2- Séparation des déchets	13
ARTICLE 5.1.3- Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets (hors déchets inertes)	13
ARTICLE 5.1.4- Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	13
ARTICLE 5.1.5- Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement	13
ARTICLE 5.1.6- Transport	13

ARTICLE 5.1.7- Épandage	13
ARTICLE 5.1.8- plan de gestion des déchets	13
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	13
CHAPITRE 6.1- Dispositions générales	13
ARTICLE 6.1.1- Dispositions applicables	13
ARTICLE 6.1.2- Dispositions particulières	14
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	14
CHAPITRE 7.1- Principes directeurs	14
CHAPITRE 7.2- Caractérisation des risques	14
ARTICLE 7.2.1- Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement	14
CHAPITRE 7.3- Infrastructures et installations	14
ARTICLE 7.3.1- Accès et circulation dans l'établissement	14
ARTICLE 7.3.2- contrôle des accès	14
ARTICLE 7.3.3- Installations électriques – mise à la terre	14
CHAPITRE 7.4- Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	15
ARTICLE 7.4.1- Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	15
ARTICLE 7.4.2- Vérifications périodiques	15
ARTICLE 7.4.3- Interdiction de feux	15
ARTICLE 7.4.4- Formation du personnel	15
CHAPITRE 7.5- Facteurs et Éléments importants destinés à la prévention des accidents	16
ARTICLE 7.5.1- Liste des Éléments importants pour la sécurité	16
CHAPITRE 7.6- Prévention des pollutions accidentelles	16
ARTICLE 7.6.1- Organisation de l'établissement	16
ARTICLE 7.6.2- Étiquetage des substances et préparations dangereuses	16
ARTICLE 7.6.3- Rétentions	16
ARTICLE 7.6.4- Réservoirs	16
ARTICLE 7.6.5- RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION	17
ARTICLE 7.6.6- TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS	17
ARTICLE 7.6.7- Élimination des substances ou préparations dangereuses	17
CHAPITRE 7.7- Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	17
ARTICLE 7.7.1- DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS	17
ARTICLE 7.7.2- CONSIGNES DE SÉCURITÉ	18
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT	18
CHAPITRE 8.1- Prescriptions spécifiques carrières	18
ARTICLE 8.1.1- Aménagements préliminaires	18
ARTICLE 8.1.2- Notification de début d'exploitation	18

ARTICLE 8.1.3- Déboisement défrichage décapage	19
ARTICLE 8.1.4- Clôture pancartes bornage	19
ARTICLE 8.1.5- Débroussaillage	19
ARTICLE 8.1.6- Intégration paysagère	19
ARTICLE 8.1.7- Ravitaillement / Plate-forme engins / Stationnement des engins	19
ARTICLE 8.1.8- Conduite d'exploitation	20
ARTICLE 8.1.9- Remise en état	22
CHAPITRE 8.2- Prescriptions spécifiques pour les déchets inertes	24
ARTICLE 8.2.1- Prescriptions spécifiques	24
CHAPITRE 8.3- Mesures divers	24
ARTICLE 8.3.1- mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction	24
ARTICLE 8.3.2- Commission locale d'information des riverains	24
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS - BILAN	25
CHAPITRE 9.1- Programme de surveillance	25
ARTICLE 9.1.1- Principe et objectifs	25
CHAPITRE 9.2- Modalités d'exercice et contenu de la surveillance	25
ARTICLE 9.2.1- Mesure de l'impact des retombées de poussières sur l'environnement	25
ARTICLE 9.2.2- surveillance des rejets aqueux	25
ARTICLE 9.2.3- SURVEILLANCE DE LA vitesse du vent et de la pluviométrie	25
ARTICLE 9.2.4- RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	26
ARTICLE 9.2.5- SURVEILLANCE DES DÉCHETS	26
ARTICLE 9.2.6- surveillance des niveaux sonores	26
ARTICLE 9.2.7- surveillance des niveaux de vibration	26
CHAPITRE 9.3- Bilan - Audit	26
ARTICLE 9.3.1- BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL	26
ARTICLE 9.3.2- Audit environnement	27
TITRE 10 PUBLICITÉ - EXÉCUTION	27
CHAPITRE 10.1- Publicité	27
CHAPITRE 10.2- Délais et voies de recours	27
CHAPITRE 10.3- Notification	28
TITRE 11 ANNEXES	29
ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL	29
ANNEXE 2 : PLAN D'ENSEMBLE	30
ANNEXE 3 : PLANS DE PHASAGE	31
ANNEXE 4 : PLAN DE PRINCIPE DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE	34
SOMMAIRE	35